

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Liberté de presse, d'expression, de manifester (France) > **Répression politique à Toulouse : En garde à vue pour une banderole sur sa (...)**

Outrage au chef de l'Etat !

Répression politique à Toulouse : En garde à vue pour une banderole sur sa maison

lundi 27 avril 2020, par [Mouvements \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2020).



Photo : Collectif Auto Média énervé

Depuis un mois des habitants et habitantes de la Roseraie avaient affiché sur leur façade une banderole « Macronavirus à quand la fin ? ». Le 29 janvier dernier, c'est *Charlie Hebdo* qui avait fait sa Une avec une caricature de Macron ayant pour légende « Macronavirus ».

Ce 21 avril la police est arrivée chez eux pour leur ordonner de décrocher la banderole, ce qu'ils ont fait même si aucun motif légal n'était avancé. Ils ont également demandé à ce qu'un ou une des locataires donnent son identité, ce qu'une d'entre eux a fait. Le 22 avril, les forces de l'ordre sont revenues en rentrant dans le jardin sans autorisation pour lui remettre une convocation pour une « audition » ce 23 avril à 11h.

Elle s'y est rendue et a immédiatement été mise en garde à vue. Motif ? Outrage au chef de l'Etat ! Elle a été interrogée en vue de donner l'identité de ses colocataires, ce qu'elle a refusé tout comme le chef d'inculpation.

Cette habitante est sortie après 4h de garde à vue mais on lui a fait comprendre que cette affaire n'était pas terminée et que ses colocataires allaient également être convoqués. Nous dénonçons ces méthodes d'intimidation.

Nous sommes dans cette affaire confrontés à un cas grave de remise en cause de la liberté d'expression comme du droit à critiquer le pouvoir, y compris par la caricature. Et pour faire respecter cela, serions-nous face à la mise en place d'une police politique qui viendra jusque dans nos logements pour nous faire retirer nos panneaux des balcons ?

Car depuis le début du confinement des milliers de personnes accrochent banderoles et pancartes à leurs fenêtres pour dire ce qu'elles pensent de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. C'est l'un des rares moyens que nous avons pour exprimer nos revendications, le droit de manifestation ayant été suspendu dans le cadre du confinement.

Nous, organisations progressistes et démocratiques toulousaines, appelons à ce que ces pratiques répressives cessent immédiatement et soient condamnées par le gouvernement ou ses

représentants. Le dossier doit être refermé sans aucune poursuite.

Toulouse, le 23 avril 2020

Premiers signataires : CGT 31, FSU 31, Solidaires 31, Union des Etudiants Toulousains, CNT 31, Act Up Sud Ouest, ATTAC, BDS Toulouse, CIP-MP, Copernic 31, Amis de la terre Midi-Pyrénées, Handi-social, Ligue de droits de l'homme 31, Mouvement de la Paix 31, Union Antifasciste Toulousaine, Parti de Gauche 31, Ensemble 31, GDS 31, NPA 31, Lutte Ouvrière 31, La France Insoumise 31, PCF 31, EELV Toulouse, UCL Toulouse, POI 31, GénérationS 31...
